



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux

N° 38 - JANVIER 2017

Cit'ergie
European Energy Award®

LE LABEL ÉNERGIE
DES COMMUNES & INTERCOMMUNALITÉS

La Ville de Vénissieux rejoint les

19 communes et 15 autres
collectivités «Citergies», label
européen reconnaissant notre
travail sur l'énergie et le climat.

ÉDITO

LA PAROLE AUX DEMANDEURS DE LOGEMENTS

La rencontre du 30 novembre présentant l'avis des demandeurs de logement social est éclairante. Depuis plusieurs années, les lois se succèdent pour réorganiser le logement social, depuis la loi qui devait imposer à toutes les communes d'avoir au moins 20% de logements sociaux. La prochaine loi dite «égalité et citoyenneté» veut donner plus de pouvoirs aux préfets dans les attributions de logement. Mais en même temps, le budget de l'Etat pour la construction de logements sociaux a fondu ! Résultat, l'écart entre les discours et les faits se creuse et pour la moitié des salariés dont les revenus sont inférieurs à un SMIC et demi, impossible ou presque de trouver un logement ailleurs que dans les quartiers populaires. Bien sûr, certains maires de droite ou FN trainent des pieds, comme ce maire LR de Clamart qui dès son arrivée stoppe les projets de constructions de logements sociaux en centre ville et... ferme la bibliothèque dans la ZUP.

C'est pourquoi il faut donner la parole aux habitants, ce que Vénissieux organise depuis plus de 20 ans dans les conseils de quartier, et ce que nous avons commencé à organiser avec l'enquête auprès des demandeurs de logement. Le résultat est éloquent, une très grande majorité considère le système comme inéquitable et savent qu'il ne peut répondre aux besoins de tous. Si les lois qui se multiplient étaient construites d'abord à partir de ce que vivent les habitants, et si le budget de l'Etat en était le résultat, ce serait une autre société !

Pierre-Alain MILLET- Adjoint au maire



DOSSIER

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

L'élaboration du budget 2017 s'inscrit dans un contexte, sans précédent d'étranglement des finances locales. On souhaiterait transférer l'impopularité politique et fiscale de l'Etat vers les collectivités, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

La nature de notre budget reste identique : il est à la fois un budget de résistance, un budget pragmatique, et un budget d'anticipation. Résistance, car nous continuons de défendre nos services publics de proximité, en maintenant nos capacités d'investissement, et en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement. L'intérêt général et la redistribution du développement de notre ville, dans tous les quartiers et à tous les habitants, déterminent notre cap.

Nos efforts de rationalisation, sans mettre en péril l'efficacité de nos services publics, portent donc leurs fruits. Soyons fiers des choix d'investissement que ce budget alimente : l'école, c'est Flora Tristan ; le renouvellement urbain, c'est Vénissy ; la culture, c'est Bizarre ; le sport pour tous, c'est le CNI ; la santé, c'est la prochaine cuisine centrale.

Budget de résistance, budget d'une gauche qui ne se renie pas, aux antipodes de la casse du modèle français, promise par la droite libérale de Fillon et consorts.

Les 11 millions d'euros d'économies provisionnés, pour la période 2016-2019 nous permettent de contrer l'effet ciseau, que de nombreuses communes en France subissent de plein fouet, après la baisse radicale des dotations de l'Etat vers les collectivités locales.

Comme promis, les taux de la fiscalité locale ne bougeront pas, l'enveloppe globale des subventions aux associations sera légèrement contractée, à hauteur de -3%, et la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement se poursuivra. J'ai conscience des efforts consentis, mais ces efforts indispensables sont la garantie de poursuivre la dynamique de Vénissieux, à court et moyen termes.

Nos capacités d'investissement sont pérennisées et notre délai de désendettement, de 5.9 ans, est deux fois en dessous du seuil critique de 13 ans.

Il s'agit bien d'un budget d'anticipation, car nous n'avons à ce jour, aucune lisibilité sur l'après 2017. Les politiques d'austérité imposées aux collectivités, remède pire que le mal pour sortir de la crise, continueront-elles ?

Des échéances importantes marqueront l'année 2017. La surenchère à droite, pour casser définitivement la sécurité sociale et les services publics, s'étend aussi aux communes, à travers l'étranglement des finances locales, et la disparition des missions de proximité. Le pacte républicain est en péril, ni plus ni moins. Et c'est contre cette sordide réalité, que notre budget 2017 se dresse, par et pour les habitants, et tous les territoires de Vénissieux.

Michèle PICARD - Maire

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Ce débat d'orientations budgétaires confirme l'écart entre la situation politique locale, une équipe stable qui maintient le service public malgré l'austérité qui nous est imposée, et la crise économique et sociale qui devient au plan national de plus en plus une crise politique et institutionnelle. Pourtant, toutes les oppositions de ce conseil s'étaient retrouvées en 2014 et 2015 autour d'un slogan « en finir avec 80 ans de communisme », pensant pouvoir déstabiliser la majorité municipale. Mais si notre majorité est solide et au travail pour les habitants, les forces politiques nationales que représentent les oppositions locales sont en crise profonde. Exit Sarkozy et Juppé, exit aussi Hollande. Fillon réussit comme Sarkozy en 2007 à se présenter comme l'homme de la rupture, mais si Sarkozy le faisait avec son slogan du « travailler plus pour gagner plus », Fillon, ancien premier ministre battu en 2012 le renouvelle dans le cynisme du « travailler plus pour gagner moins » ! Exit aussi Jean-Marie Le Pen viré par sa fille, qui se retrouve à faire l'équilibriste entre la surenchère contre les musulmans, les pauvres, les immigrés en général, et la tentation de prendre Fillon de gauche en défendant, comble de l'ironie, la sécurité sociale créée par le ministre communiste Ambroise Croizat !

Les habitants sont nombreux à nous dire qu'ils n'y comprennent plus rien, et ne savent plus quoi penser des débats politiques médiatiques, mais ce n'est pas eux qui n'y comprennent plus rien, ce sont les élites politiques de droite, d'extrême-droite et du parti socialiste qui ne savent plus à quoi se raccrocher, à force de ces discours marketing répétés sur l'Europe sociale, la mondialisation heureuse, l'innovation créatrice d'emplois, la privatisation pour retrouver la croissance. Ces idées ne sont que des joutes médiatiques, inutiles pour s'attaquer au chômage, à la précarité, aux violences. Au niveau local, elles ne servent qu'à opposer, diviser, faire grandir les tensions en espérant fragiliser la ville et en retirer des bénéfices politiques.

D'ailleurs, on ne sait plus trop qui est qui désormais entre gauche et droite. Les dirigeants socialistes de la métropole rejoignent le centre Macroniste et localement le PS vénissien lance un appel aux électeurs de droite, affirmant « ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous sépare »... On ne sait pas si Mr Ben Khelifa se contentera d'être troisième de liste derrière Mr Girard, ou s'il espère que Mr Girard accepte d'être 3ème de liste, mais peu importe, quelle confusion pour les militants socialistes bien mal en point après cinq ans de Hollande... Et avec Fillon qui drague tous les conservatismes religieux et moraux, on ne sait plus si l'extrême-droite est vraiment à droite de la droite...

Oui, personne n'y comprend plus rien parce que les fonds politiques de la droite, de l'extrême-droite et du parti socialiste sont vides de tout espoir, ils peuvent changer de nom ou de logo, cela ne changera rien.

Et en regard, ce qui est de plus en plus clair, c'est que le communisme municipal dont nous avons hérité et que nous faisons vivre dans un large rassemblement local républicain a de beaux jours devant lui !

Le débat d'orientations budgétaires est un moment pour le vérifier. Nous avons l'an dernier mené un grand débat public pour définir la stratégie de la Ville face aux attaques brutales contre les communes, attaques par la baisse de 6M€ de

dotation globale de fonctionnement depuis 2011, attaques aussi institutionnelles avec la création de la Métropole qui a transformé une intercommunalité en un nouveau pouvoir politique organisant la concurrence entre les agglomérations, et qui réduit l'autonomie politique des communes, pourtant inscrite dans la Constitution. Un seul exemple révélateur du sens de cette transformation. Le Conseil général établissait avec les communes des contrats pluriannuels pour des projets d'investissements. Plus de un million par an pour Vénissieux, et bien ces dotations ont tout simplement disparues avec la Métropole !

Nous faisons ce que nous avons dit. Nous maîtrisons la masse salariale, malgré les créations d'écoles, en cherchant de nouvelles organisations de services plus efficaces, nous maîtrisons les dépenses de fonctionnement, et il faut noter nos efforts de maîtrise des consommations, notamment énergétiques, malgré le fait que, pour l'électricité, une consommation en baisse constante se traduit malgré tout par une facture en hausse constante, et au total, nous arrivons même à réduire un peu la dette, tout en maintenant notre niveau d'investissement et donc nos projets.

Je vous rassure, nous ne prenons pas la grosse tête, car pour les prochaines années, nous savons que la baisse des dotations va se poursuivre, et que nous ne pouvons pas relâcher l'effort. Nous avons bien entendu votre candidat aux présidentielles, Mrs Girard et Iacovella, qui annonce des réductions massives de dépenses publiques et des suppressions massives d'emplois d'instituteurs, de policiers, d'infirmiers... et nous avons bien entendu le votre, Mr Ben Khelifa, que ce soit désormais Macron ou Valls, car pour les services publics et les dépenses publiques, il y a effectivement quelque chose qui vous rassemble, l'austérité.

Nous disons la vérité aux Vénissiens et aux fonctionnaires, la situation de la Ville reste fragilisée par l'austérité budgétaire et les réformes institutionnelles, mais nous tenons le cap, nous travaillons avec rigueur et transparence pour défendre le service public municipal, et nous les appelons tous à se mobiliser pour leurs écoles, leurs quartiers, leurs logements, leurs équipements publics, leur cadre de vie... bref, pour leur commune.

Pierre-Alain MILLET- Adjoint au maire



UNE CONVENTION D'ACCUEIL ET DE SOUTIEN DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES



Notre ville est engagée depuis de très nombreuses années dans la lutte contre les violences faites aux femmes qui touchent tous les milieux sociaux, les milieux aisés comme les milieux défavorisés, et tous les âges.

Même si le droit des femmes a évolué au siècle dernier, grâce à des luttes, des combats d'hommes et de femmes et avec le travail remarquable voir exemplaire des associations, ce fléau perdure, fait des ravages et, fort est

de constater, qu'aujourd'hui, plutôt que d'avancer sur cette question la société régresse, on revient sur nos acquis.

Si le procès de Jacqueline Sauvage a fortement mobilisé l'opinion publique et fait sursauter la République, c'est que cette affaire a réveillé la réalité des violences faites aux femmes, l'emprise que les conjoints exercent sur elles et leurs enfants. La victime devient le coupable et le coupable devient la victime...

Quant aux enfants plongés dans ces scènes de violences, ils sont toujours des victimes, victimes directes lorsqu'ils sont eux-même frappés, insultés, harcelés, humiliés ; victimes indirectes lorsqu'ils sont exposés. Ces enfants traumatisés présentent davantage de problèmes de santé, de troubles de l'adaptation, de la concentration et des troubles du comportement.

Protéger les femmes, c'est aussi protéger leurs enfants.

A Vénissieux, en 2015, ce sont 25 femmes qui ont pu être accompagnées et suivies dans le cadre de la convention d'accueil et de soutien des femmes victimes de violences.

L'Etat doit aller plus loin et se doter d'un ministère entièrement dédié aux droits des femmes afin de construire des outils efficaces en concertation avec les associations et structures de terrain. Il faut que la lutte contre les violences faites aux femmes devienne Grande Cause Nationale.

Oui, la femme aujourd'hui a toute sa place dans la société, oui, la femme doit pouvoir s'épanouir, oui, la femme est l'égal de l'homme !

Saliha PRUD'HOMME-LATOIR - *Adjointe au maire*

OUVERTURES DOMINICALES

Dans certains domaines comme les hôpitaux, les services d'urgences sont nécessaires.

Mais à tous ceux qui sont favorable à l'ouverture dominicale des commerces, je réponds attention : ce n'est pas parce les magasins sont ouverts le dimanche que le chiffre d'affaire et le pouvoir d'achat vont augmenter.

On ne peut pas dire, non plus, que le travail du dimanche se fasse sur la base du volontariat ! Dites non à votre employeur qui veut ouvrir le dimanche, et vous en subirez les conséquences.

Le travail du dimanche pour certains étudiants est une obligation pour pouvoir payer leurs études mais aussi une mise en difficulté car ils ont moins de temps de repos et de révisions.

Si tous les commerces venaient à ouvrir le dimanche cela deviendrait une journée normale, pas plus rémunérée que les autres jours !

Le repos du dimanche permet aux familles de se retrouver pour partager leurs loisirs. C'est le seul jour de la semaine où cela est possible.

Pour l'autorisation des ouvertures dominicales des commerces, la Ville de Vénissieux prend systématiquement l'avis des comités d'entreprises dans l'objectif de protéger, au maximum, les salariés.

Je partage la position de la Ville de limiter les ouvertures dominicales à 5 dimanches par an tout en prenant en compte l'avis des CE de chaque entreprise. Mais je ne participe pas au vote du conseil municipal, car comme élue du personnel de l'entreprise Jean Delatour, je vote contre l'ouverture compte tenu d'une rémunération dérisoire. Je me bats contre le travail du dimanche et j'ai voté contre toute ouverture dominicale lors de mon CE. Vous travaillez un dimanche, vous récupérez un mardi par exemple. Et de plus il ne faut pas être malade pendant le mois de décembre, sinon vous perdez votre prime de fin d'année.

Le repos dominical reste encore un acquis à défendre !

Valérie TALBI - *Adjointe au maire*

OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES

L'Office Municipal des Retraités est née en 1983 sous l'impulsion de la majorité municipale. Son but est de développer une politique globale d'animation en direction du troisième âge, de favoriser le lien social en organisant différentes activités telles que l'aquagym, la gymnastique d'entretien, les sorties culturelles.

Mais notre jeunesse est aussi attendue dans les ateliers manuels, les jeux de cartes, le pique-nique intergénérationnel ainsi que le bal réunissant les jeunes et les résidences de personnes âgées.

Grâce à l'OMR, les retraités peuvent avoir accès à des loisirs à des tarifs préférentiels. Dans le contexte actuel, cela leur permet d'avoir toujours des activités extérieures, de rompre l'isolement.



Le nouveau CA et son président Jean-Bernard Bert ne manquent pas d'idée afin de mettre en place une réelle dynamique en proposant de nouvelles activités comme par exemple l'initiation à l'informatique en partenariat avec la médiathèque, et la marche nordique.

Avec ses 400 adhérents dont 40 nouvelles adhésions depuis septembre, la sérénité est de mise au sein de l'association. Son engagement au service de nos aînés est toujours aussi important, nous avons pu le constater lors des repas des têtes blanches, où leur participation a été très appréciée.

Pour conclure, je souhaiterais remercier le Président, les membres du CA, les bénévoles qui font vivre avec beaucoup d'investissement cette association qui est la leur.

L'OMR va bien et continue son travail en toute quiétude.

Véronique CALLUT - *Adjointe au maire*

POUR CHANGER D'AIR, CHANGER DE SYSTÈME !



La Métropole tente de renforcer les moyens de l'action publique sur l'air, par la connaissance de la qualité de l'air, et le programme d'action du plan oxygène. Les pics de pollution de ces derniers jours nous donnent l'occasion de rappeler les commentaires des élus communistes.

Oui, il faut agir pour réduire les émissions polluantes et garantir des villes « respirables », mais qui ne voit pas le risque d'un discours faussement consensuel qui s'appuie surtout sur le catastrophisme pour mettre en avant sans débat politique des mesures aux fortes conséquences sociales, alors même que les moyens d'une stratégie de long terme sont plus qu'incertains.

Chacun a pu mesurer la difficulté de la circulation alternée, qui supposerait une instrumentation systématique, comme pour le péage londonien, avec le coût et les conséquences que l'on connaît. Au moins, la circulation alternée est a priori neutre socialement, mais l'interdiction des vieux véhicules a de lourdes conséquences sur qui est autorisé à circuler ou pas... Pouvons-nous vraiment faire croire qu'on pourra gérer les émissions des transports par des mesures inégales et essentiellement répressives ?

Les décisions fortes de Ségolène Royal pour accélérer la transition électrique, notamment des taxis et utilitaires sont une bonne chose, on verra comment le budget pourra accompagner une telle politique si elle devient massive... car pour transformer significativement un parc de 40 millions de véhicules d'âge moyen de plus de 8 ans avec une prime de 10 000€, il faudra débloquer quelques milliards pour ne pas être qu'un outil de communication !

C'est le vrai sujet : quels moyens pour une transition accélérée des modes de transport et de chauffage ? D'abord, organiser la gratuité des transports publics pendant les pics. Et surtout, comment doubler en 10 ans les capacités des transports urbains collectifs ? Peut-on imaginer une offre de transport en taxi collectif public ? (ce qui entre nous serait la meilleure réponse à l'uberisation de l'économie...). Comment avancer vers le développement de RER lyonnais ?

Le discours du catastrophisme sur l'air est profondément antidémocratique. Il faut redire que l'air est aujourd'hui de bien meilleure qualité dans nos villes qu'il y a 30 ans, pour de mauvaises raisons comme la désindustrialisation, mais aussi pour de bonnes raisons, les efforts des industriels dont les chaufferies urbaines, et aussi les efforts des constructeurs automobiles. L'état des lieux de notre plan oxygène confirme que les émissions de poussières ont été divisées par deux en dix ans ! Nous savons tous l'impact notamment des particules fines sur les maladies pulmonaires et il n'est pas question de les minimiser, mais qui ne voit pas que la médiatisation autour de chiffres toujours plus alarmistes, jouant sur la comparaison de décès anticipés de 2 ans avec des décès anticipés de 15 à 20 ans, a des effets contre-productifs, en relativisant d'autres sources comme le tabagisme... dont au passage AirParis indique qu'il représente 1% des émissions de poussières, et surtout en poussant à un conservatisme social en défaveur des choix politiques progressistes pour une autre politique des transports.

Comment peut-on dans le même temps contraindre nos chaufferies urbaines biomasse à s'arrêter pour les remplacer par des chaudières gaz, alors même que la raffinerie est autorisée à brûler pendant 2 jours entiers son pétrole suite à un incident technique ! Quel bilan pour les poussières ?

Car le pic de pollution est d'abord un phénomène météorologique qui maintient sur place la pollution que nous avons toute l'année, mais dont nous faisons profiter les régions le reste du temps, et dont les causes sont aussi l'industrie allemande du charbon. L'urgence n'est pas seulement de la réduire les jours des pics, mais toute l'année, et pour cela, oui, il faut changer de système !

Pierre-Alain MILLET- *Adjoint au maire*



ECHOS DU CONSEIL

« Bien lotis ». C'est par ces mots que L. Ben Khelifa définit les salariés de la Ville. Selon lui, ils ne travailleraient pas assez. Mais que veut dire précisément cette nouvelle attaque contre les agents territoriaux de la part du groupe socialiste ?

Nous rappellerons à tous ceux qui dénoncent les droits des salariés que c'est par leur revendications et leurs luttes qu'ils ont obtenu ce qu'ils ont ! Revenir sur les acquis syndicaux et marteler la rengaine ultra libérale du « travailler plus », nous informe sur l'orientation politique du groupe socialiste vénissien.

Le dénigrement systématique des fonctionnaires et la stratégie qui consiste à laisser planer le doute quant à la qualité de leur travail est indigne et à la limite du ridicule, quand on voit les réussites Vénissiennes comme cette 4ème fleur qui repose justement sur le travail des agents !

Les Vénissiens, eux, ne sont pas dupes. Ils savent bien que dans un contexte de crise sociale les services publics sont essentiels.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions

Par courrier : Groupe des élus communistes et apparentés - 5 av. Marcel Houël 69200 Vénissieux
par mail : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe : <http://gec.venissieux.org>